

**Israël - Territoires palestiniens -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 15 mai 2018)

Madame la Présidente,

Je souhaite pour commencer remercier Nikolay Mladenov pour sa présentation précise et éclairante et pour son sang-froid dans des circonstances particulièrement troublées, face à des évolutions sur lesquelles il n'a cessé de nous mettre en garde.

Les journées d'hier et d'aujourd'hui marquent le point culminant d'un mois et demi de violences et de répression exercées par les forces israéliennes contre des manifestants palestiniens à Gaza. Les mises en garde répétées exprimées depuis la fin mars au sein de ce Conseil, et notamment par la France, n'auront pas été écoutées. L'escalade sur le terrain a suivi sa course implacable pour parvenir hier au bilan dramatique d'au moins 60 manifestants tués en une seule journée, ce qui porte à près de 100 le nombre de manifestants palestiniens tués par les forces israéliennes depuis un mois et demi. Ces chiffres tragiques parlent d'eux-mêmes.

1. Premier point, la situation en cours à Gaza est une nouvelle illustration tragique des conséquences humaines de l'impasse du conflit israélo-palestinien et une conséquence de l'absence de tout horizon politique. Nous le disons depuis des années : la réalité qui prévaut à Gaza n'est pas tenable. Les violences en cours sont elles-mêmes ancrées dans une décennie de blocus israélien, aggravée par l'impasse du processus de réconciliation et par ses conséquences humanitaires. Les manifestations des dernières semaines, soutenues par le Hamas, se nourrissent de cette situation :

- une absence de tout horizon politique, je l'ai dit, sur le processus de paix avec Israël comme sur la réconciliation inter-palestinienne ;

- une absence de toute perspective économique, maintenue par le blocus terrestre, aérien et maritime, avec l'un des taux de chômage les plus élevés au monde - de l'ordre de 40% - et une richesse par habitant inférieure à son niveau d'il y a 25 ans ;

- une population très jeune, dont les moins de 18 ans représentent plus de la moitié, et chez qui, dans ce contexte, l'espoir de paix a cédé la place au sentiment de n'avoir plus rien à perdre.

Le drame en cours ne peut être dissocié du désespoir de la population de Gaza. C'est pourquoi, au-delà de la désescalade, qui est un impératif immédiat, au-delà aussi de la réponse à

l'urgence humanitaire, il est indispensable de travailler à des solutions durables pour Gaza dans la perspective plus large des deux Etats. C'est pourquoi nous invitons Nikolay Mladenov à engager ce travail de fond sur la bande de Gaza.

2. Deuxième point, Madame la Présidente, le bilan de la répression des manifestations hebdomadaires, qui ont lieu depuis le 30 mars, est dramatique. Un nouveau seuil a été franchi hier qui menace de créer un point de non-retour et un cycle de violences incontrôlables. Depuis le 30 mars, ce sont 99 Palestiniens, dont 12 mineurs, qui ont été tués alors qu'ils manifestaient le long de la barrière de séparation à Gaza. Ce bilan très lourd est directement lié à la réponse, inadéquate et disproportionnée, des forces de sécurité israéliennes. Le Président Macron a clairement condamné hier les violences des forces armées israéliennes. Toute la lumière devra être faite sur ces graves événements. Nous rappelons à cet égard la demande du secrétaire général des Nations unies qu'une enquête indépendante et transparente soit conduite.

Dans l'immédiat, deux exigences fondamentales doivent s'imposer, pour mettre fin à ce cycle qui menace de se poursuivre aujourd'hui-même, avec les manifestations liées à la commémoration des 70 ans de l'exil palestinien de 1948 :

- d'une part, le respect du droit international humanitaire, qui est pleinement applicable dans la bande de Gaza, en particulier l'impératif de protection des civils ;

- d'autre part, le respect des droits de l'Homme, en particulier le droit à manifester pacifiquement. C'est dans ce cadre que doivent s'inscrire les mesures qu'Israël prend pour préserver sa sécurité, qui est une préoccupation légitime et que nous partageons. Nous appelons donc les autorités israéliennes au discernement, à la plus grande retenue et à ne pas faire un usage disproportionné de la force. Israël est un Etat de droit et se doit à ce titre d'appliquer des règles d'engagement respectueuses des standards internationaux en matière de maintien de l'ordre conformément à ses engagements internationaux.

Nous condamnons les tirs indiscriminés contre les manifestants qui ont été systématiques au cours des dernières semaines, en particulier hier. Rien ne peut les justifier. L'emploi d'armes létales doit être écarté face aux manifestants désarmés et qui ne présentent pas de menace grave et imminente. C'est également le message porté par plusieurs ONG, y compris israéliennes et palestiniennes, qui soulignent aussi la gravité particulière des blessures par balles infligées aux manifestants, hors de toute nécessité de sécurité, et la saturation du système de santé de Gaza, qui atteint son point de rupture.

Parallèlement, nous appelons les manifestants à s'abstenir de tout débordement et de toute violence, et nous mettons en garde ceux, au premier rang desquels le Hamas, qui chercheraient à instrumentaliser ces manifestations, ou à les utiliser pour mettre en cause la sécurité d'Israël le long de la barrière de sécurité. La France, vous le savez, ne transigera jamais avec la sécurité d'Israël.

Dans la bande de Gaza, mais aussi en Cisjordanie et à Jérusalem, le risque que la situation dégénère et échappe à tout contrôle est extrêmement élevé - dans un contexte régional de plus en plus tendu, notamment sur la frontière nord d'Israël. Chacun doit donc faire preuve de

retenue et d'esprit de responsabilité - en premier lieu les responsables palestiniens et israéliens dans leurs déclarations respectives.

Monsieur le Président,

Il revient aussi au Conseil de sécurité de parler d'une voix forte pour contribuer à arrêter l'escalade en cours. C'est un point fondamental : le silence observé par ce Conseil depuis le début de la crise est de moins en moins compréhensible ; depuis hier, il laisse un vide dangereux ; ce silence doit céder la place sans délai à une expression publique claire. La France est prête à y travailler dans un esprit constructif avec ses partenaires.

Madame la Présidente,

Le Conseil de sécurité ne peut pas être empêché de s'exprimer sur un sujet aussi grave, ou alors c'est sa mission même, sinon sa raison d'être, qui sont en cause.

3. J'en viens à mon dernier point. Dans le contexte que je viens de décrire, notre responsabilité collective est de préserver les paramètres qui seuls permettront, le moment venu, de parvenir à une solution au conflit israélo-palestinien. Au coeur de ces paramètres figure la question de Jérusalem : parce qu'elle conditionne la paix entre Israéliens et Palestiniens et, au-delà, la stabilité régionale, la question de Jérusalem concerne en effet l'ensemble de la communauté internationale.

Jérusalem a fait l'objet, à ce titre, de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. Dans ce cadre, le statut de Jérusalem devra être examiné par les parties dans leurs discussions en vue d'un accord de paix. En l'absence d'accord, conformément au consensus qui prévaut depuis 70 ans au sein de la communauté internationale, la France ne reconnaît aucune souveraineté sur Jérusalem. Ainsi, à la suite du conflit de juin 1967, nous n'avons pas reconnu l'annexion de Jérusalem-Est, qui fait partie des territoires occupés au regard du droit international. De même, en 1980, nous n'avons pas reconnu les actes unilatéraux pris par Israël concernant Jérusalem : ce Conseil a adopté les résolutions 476 et 478, qui posent notamment deux principes :

- d'abord, toute décision ou action visant à altérer le statut et les caractéristiques de Jérusalem est considérée comme nulle et sans effet, et doit être abandonnée ;

- ensuite, tous les Etats membres des Nations unies qui ont établi des missions diplomatiques à Jérusalem doivent les retirer de la ville. C'est ce qui s'est produit à la suite de la résolution 478, sans exception.

Jérusalem a vocation à devenir la capitale de deux Etats, Israël et la Palestine, selon des modalités qui devront être définies par la négociation. Aucune décision unilatérale ne pourra s'y substituer. La France a désapprouvé la décision prise en décembre par les Etats-Unis, et mise en oeuvre hier.

Nous le savons tous, il n'y a pas d'autre solution que celle des deux Etats, mais il n'y aura pas de solution des deux Etats sans accord entre les parties sur Jérusalem, et pas d'accord possible sur Jérusalem hors des paramètres internationalement reconnus. S'affranchir de ce cadre, c'est alimenter les tensions et les violences, en raison de la dimension symbolique, historique et religieuse de Jérusalem, tant pour les Palestiniens que pour les Israéliens. C'est ouvrir aussi un espace dans lequel chercheront à s'engouffrer tous les radicaux de la région qui ont intérêt à ce que ce conflit politique devienne un conflit religieux.

Madame la Présidente,

La France ne peut se résoudre à voir une nouvelle fois Jérusalem et les territoires palestiniens - à commencer par la bande de Gaza - basculer dans le chaos. Le président Macron s'est entretenu hier avec le Roi de Jordanie, gardien des lieux saints de Jérusalem, ainsi qu'avec le président Abbas. Il parlera aujourd'hui avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Dans le contexte symbolique et historique de ces journées de commémoration, qui sont essentielles aussi bien pour les Palestiniens que pour les Israéliens, nous appelons chacun à la retenue, à l'apaisement, à éviter toute logique d'escalade. Nous appelons à une reprise du dialogue et des négociations au sein desquelles la communauté internationale devra prendre toutes ses responsabilités afin d'accompagner les parties et d'en garantir les résultats.

La France, parce qu'elle est l'amie des Israéliens comme des Palestiniens, entend poursuivre ses efforts avec une détermination sans faille. Elle appelle ce Conseil à jouer pleinement son rôle en ce sens.

Je vous remercie./.